



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## DU PROCHE-ORIENT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BEYROUTH

N° 046 – du 10 novembre au 17 novembre 2022

### ZOOM SUR :

#### L'ENJEU DES RESSOURCES EN EAU AU PROCHE-ORIENT

À l'exception du Liban, tous les pays du Proche-Orient doivent composer avec un accès limité et restreint à l'eau renouvelable, qui les place en situation de stress hydrique ou de déficit structurel. L'Égypte s'approche du niveau de stress hydrique (< 500m<sup>3</sup> par habitant et par an en source renouvelable) qu'elle pourrait atteindre d'ici 2025, seuil que l'Iran pourrait également atteindre d'ici 2040. Le déficit de ressource en eau est de plus d'1 Md m<sup>3</sup> en Israël et représente plus de 50% de la demande en Jordanie, tandis que la consommation d'eau en Palestine n'est que de 70 L / habitant / jour. Si le Liban et l'Irak sont relativement plus riches que leurs voisins en ressources naturelles en eau, celles-ci sont soit mal gérées, soit mal exploitées et inégalement réparties. 60% des eaux de surface de la région sont traversées par une frontière, et tous les pays partagent au moins un aquifère avec un autre pays, ce qui accentue l'importance d'une gestion coopérative des ressources en eaux communes.

Les inefficacités du secteur agricole entraînent, selon les pays, une captation de 50% à 90% de la consommation en eau, alors qu'il est le secteur le moins important en termes de valeur ajoutée. Par ailleurs, la croissance démographique exerce une pression supplémentaire, en particulier dans les pays les plus peuplés (Égypte, Irak, Iran). En conséquence, tous les pays de la région procèdent à une **surexploitation marquée et insoutenable de leurs ressources naturelles**. Cette surexploitation aggrave le déficit structurel des pays qui n'ont pas nécessairement les moyens ni les capacités de développer des solutions artificielles alternatives (dessalement ou traitement des eaux usées) coûteuses et souvent polluantes.

**En raison de finances publiques contraintes, le sous-investissement est important et les pertes oscillent entre 30 et 50% dans la distribution de l'eau (sauf en Israël).** Pourtant, malgré la rareté de l'eau, la région applique les tarifs les plus faibles au monde et 2% du PIB à l'octroi de subventions (à l'exception de l'Égypte suite aux décisions prises dans le cadre du programme FMI et d'Israël où la politique de tarification intègre une stratégie de responsabilisation du consommateur).

Alors que **le secteur de l'eau et de l'assainissement est l'un des principaux domaines d'intervention des bailleurs bilatéraux et multilatéraux dans la région**, l'adoption de techniques d'irrigation plus économes en eau ainsi que la réutilisation des eaux usées pour l'agriculture présentent des perspectives intéressantes, puisque 83% des eaux usées ne sont pas réemployées. Un travail sur la substitution au pompage des aquifères fossiles serait également souhaitable.

### LE CHIFFRE À RETENIR

# 50 à 90%

Part du secteur agricole dans la consommation en eau

SER de Beyrouth



## ÉGYPTE

### 1. COP 27: PRÈS DE 2 M\$ SÉCURISÉS POUR LE PILIER « ÉNERGIE » DE LA PLATEFORME NWFÉ.

Le pilier énergie de la plateforme *Nexus of Water, Food & Energy* (NWFÉ), initiative lancée par le Ministère de la Coopération internationale (MoIC) en juillet 2022, vise le développement de 10 GW de renouvelable d'ici 2028 et le démantèlement conjoint de 5 GW de centrales thermiques en Égypte, financés par 10 Mds USD de financement climat et 500 M USD de financements concessionnels/don. La BERD et ses partenaires (dont l'Agence Française de Développement) ont sécurisé 1 Md USD de financements privés, 300 M USD de financements souverains et 3 M USD de subventions. L'Allemagne et les Etats-Unis participeront à hauteur de 250 M USD (prêt concessionnel et subvention) à l'initiative tandis que plus de 300 M USD de subventions et de financements concessionnels proviendront de la Commission Européenne, de la France, des Pays-Bas, du Danemark et du Royaume-Uni.

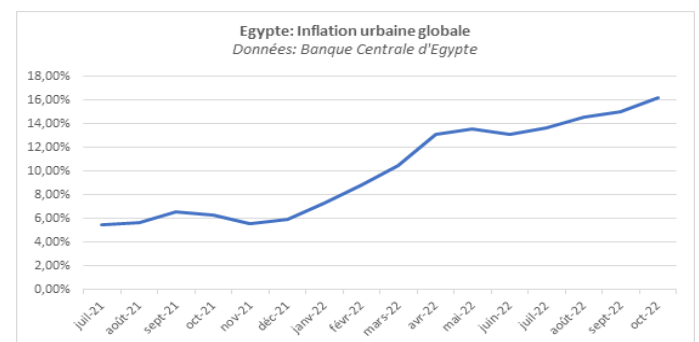
### 2. COP 27: INITIATIVES ÉGYPTIENNES POUR LA DÉCARBONATION DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE.

L'Égypte a lancé l'initiative « *Coalition for Decarbonization* », dirigée par l'américain Bechtel, et qui réunira tant des industriels (Enppi – EGPC, Petrojet, Baker Hughes, GE Digital) que des acteurs financiers (HSBC, NBE), afin de décarboner ses installations pétrolières et gazières existantes. La société Egyptian LNG (actionnaires: EGPC/EGAS, Shell, Petronas et TotalEnergies), qui gère les terminaux de liquéfaction d'Idku, a attribué un contrat d'étude de faisabilité à cette coalition afin d'évaluer la mise en œuvre d'un système de torchage zéro dans ses installations d'Idku. Le Forum du gaz de la Méditerranée orientale, dont le siège est au Caire, a également lancé lors de la COP27, une initiative régionale de décarbonation pour l'industrie pétrolière et gazière.

### 3. NOUVELLE ACCÉLÉRATION DE L'INFLATION EN OCTOBRE.

Selon les données publiées par l'Agence nationale des statistiques (CAPMAS), l'inflation enregistre une hausse de 16,2% en glissement annuel sur le mois d'octobre contre 15,0% sur le mois de septembre. Elle atteint ainsi son niveau le plus élevé depuis

octobre 2018. En glissement mensuel, les prix ont augmenté de 2,6% en septembre, marquant une accélération par rapport au moins précédent (+1,6%). Les prix des denrées alimentaires ont quant à eux augmenté de 23,8% en glissement annuel en octobre. La hausse des coûts des aliments et des boissons - la composante la plus importante du panier de biens et de services utilisé pour mesurer l'inflation - a été la principale cause de la hausse des prix sur ces derniers mois.



### 4. LÉGÈRE PROGRESSION DU TAUX DE CHÔMAGE AU 3<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2022.

Selon les données publiées par l'Agence nationale des statistiques (CAPMAS) le taux de chômage a légèrement augmenté pour atteindre 7,4% au troisième trimestre 2022, soit 0,2 point de pourcentage de plus qu'au trimestre précédent. Le taux de chômage des femmes a augmenté de 1,6 point de pourcentage pour atteindre 19,1%, tandis que le taux de chômage des hommes a augmenté de 0,2 point de pourcentage pour atteindre 5,2%. Le taux de participation à la population active - qui compte toutes les personnes âgées de 15 à 64 ans qui travaillent ou qui recherchent activement un emploi - est de 42,7%, soit une hausse de 0,1 point de pourcentage par rapport au trimestre précédent. Ce chiffre est en baisse par rapport au même trimestre de 2021 (43,7%).

## IRAK

### 1. SIGNE D'UN RENFORCEMENT DES RELATIONS ÉCONOMIQUES ENTRE L'IRAK ET LES EAU.

Le gouverneur de la Banque centrale irakienne, Mustafa Ghaleb, a inauguré en début de mois la première succursale à Dubaï de l'*International Development Bank (IDB)*, banque privée irakienne



capitalisée à 171,2 M USD. En parallèle, le groupe émirati *Abu Dhabi Ports* et la IDB ont signé un protocole d'accord afin d'évaluer les opportunités de projets portuaires et logistiques susceptibles de renforcer les échanges commerciaux entre les Émirats Arabes Unis et l'Irak. L'ouverture de cette succursale, qui devient le premier institut financier irakien autorisé par la Banque centrale des EAU à fournir des services bancaires aux entreprises, ainsi que le protocole d'accord portuaire et logistique ouvrent des perspectives de coopération économique renforcée entre les deux pays.

## 2. ACQUISITIONS IMMOBILIÈRES EN TURQUIE.

Selon l'institut statistique turc, les investisseurs irakiens se classent au premier rang des nations arabes pour l'achat de propriétés immobilières en Turquie, avec l'acquisition de 36 391 maisons sur sept ans, suivis des investisseurs koweïtiens au deuxième rang des investisseurs arabes avec un total de 8 442 propriétés acquises. À noter que les investisseurs immobiliers se voient offrir diverses incitations pour leurs acquisitions en Turquie, notamment la possibilité d'obtenir la citoyenneté turque pour tout bien immobilier d'un montant supérieur à 250 000\$.

# IRAN

## 1. NOUVEAUX ACTEURS DU PROJET TABESH.

D'après le DG de la société *Sina Energy Gostar Holding*, en vertu d'un protocole d'accord signé en marge de la 16<sup>ème</sup> réunion de la Commission économique mixte irano-russe, la société russe *Promsyrneimport* et la société *Sina* réalisent le projet d'oléoduc *Tabesh*, avec une capacité de transport de 24 Ml/jour et une longueur de 948 km, afin d'acheminer des produits pétroliers de *Rafsanjan* à *Mashhad*. Pour mémoire, le protocole d'accord initial de ce projet, qui prévoit un investissement initial de 372 M€, aurait été signé au mois janvier 2022 entre la Société Nationale de Raffinage et de Distribution du pétrole (client principale) et la banque *Mellat* (investisseur). Dans une version antérieure du projet, la société Nationale d'Ingénierie et de Construction Pétrolières (NIOEC) et la société d'Oléoducs et de Télécommunications (IOPTC) étaient respectivement le contracteur et la société d'exploitation du projet. Les raffineries *Persian Golf*

*Star* et *Bandar-Abbass* sont les deux principaux fournisseurs du projet.

## 2. HAUSSE DES EXPORTATIONS PÉTROCHIMIQUES.

Selon le Secrétariat Général de l'association des sociétés pétrochimiques, au cours des six premiers mois de l'exercice 2022/2023, les exportations pétrochimiques sont passées de 6,9 Mds\$ à 9,6 Mds\$ (+39% en glissement annuel). Durant les sept premiers mois de l'exercice en cours, la production pétrochimique s'est élevée à 41,55 Mt (+7%), dont 17,5 Mt auraient été exportées (+13% en glissement annuel) et la part des exportations pétrochimiques dans les exportations non pétrolières (24,2 Mds \$) a progressé de 39% (+7% en glissement annuel), dont 7,9 Mds\$ auraient été alloués au marché *Nima* (+23% en glissement annuel).

## 3. CONTRATS À TERME SUR L'ACHAT DE DOLLARS.

Dans le cadre de sa nouvelle stratégie, visant à mieux stabiliser le marché des devises, la Banque Centrale émettra des contrats à terme (non transférables et imposables) de 1 000\$ à 4 000\$, d'une maturité de 3 mois et payables en espèces, soit en dollars soit en rials (au choix des acheteurs), au taux du marché organisé des cambistes (ICE) et par l'intermédiaire de la Banque *Melli*. Pour mémoire, la parité IRR/USD sur le marché libre a atteint, lundi 14 novembre, son étiage historique, à 353 700 IRR pour 1\$.

# ISRAËL

## 1. ACCORD SUR L'ACHAT DE GAZ DU CHAMP DE LÉVIATHAN.

La société allemande *Uniper* a signé un accord avec *NewMed Energy* pour l'achat du gaz issu du champ de *Léviathan*, qui serait, au moins dans un premier temps, exporté via l'Égypte. Depuis le début 2022 les exportations de gaz israélien vers l'Égypte (570 milliards de pied/cube jour en moyenne) et vers la Jordanie (250 milliards) se sont intensifiées. L'accord avec *Uniper* s'inscrit dans le cadre de celui qui a été signé par l'UE, l'Égypte et Israël pour la sécurisation des approvisionnements de l'Europe.



## 2. L'INFLATION ANNUELLE S'ÉLÈVE À 4,6% FIN OCTOBRE.

L'économie israélienne a progressé de 5,8% entre septembre 2021 et septembre 2022. Le taux d'inflation en glissement annuel fin octobre s'établit à 4,6 % alors qu'il s'élevait en glissement annuel fin août à 5,1 %. Le principal facteur à l'origine de la hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC) en octobre a été l'augmentation de 4,1 % des fruits et légumes frais. Les prix des logements, qui ne sont pas inclus dans l'IPC, ont progressé de 1,1% en août-septembre par rapport à juillet-août, complétant une hausse de 19,8% en glissement annuel.

## 3. NOUVEAUX SIGNES DE DIFFICULTÉS DANS LA TECH.

Le site [Web lastartup](#), qui surveille l'industrie israélienne de la haute technologie, rapporte que de mars jusqu'à novembre 2022, plus de 5 700 employés ont perdu leur emploi. 15% des personnes licenciées étaient employées par des entreprises de cybersécurité, 9% par des fintechs. Des signes de [contraction sont également apparents dans le financement](#). Au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2022, les montants levés par les entreprises israéliennes de haute technologie auraient baissé de 55% par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2021. Le nombre de tours de tables aurait également diminué de 16% par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2021.

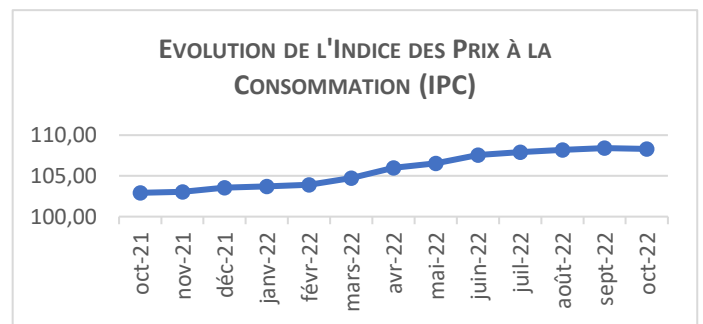
# JORDANIE

## 1. ACCORD TECHNIQUE SUR LE PROGRAMME FMI.

À la suite d'une mission du FMI, conduite par Ali Abbas, dans le cadre de la 5<sup>ème</sup> revue du mécanisme élargi de crédit adopté en mars 2020, un accord technique a été conclu entre le FMI et les autorités jordaniennes. Globalement, le FMI s'est montré satisfait par les performances de la Jordanie dont la relance s'annonce meilleure que prévue : la prévision de croissance pour 2022 a été revue à la hausse et devrait s'établir à 2,7 % contre une prévision de 2,4 % lors de la revue précédente. Le Fonds est, cependant, particulièrement inquiet par la situation de NEPCO dont le déficit s'est accru en 2022 et travaille à un plan d'action avec les acteurs du développement en Jordanie. Après conclusion de cette revue, le total des décaissements du FMI sur la période 2020-24 devrait atteindre 1 438 M DTS (soit env. 2 Mds USD).

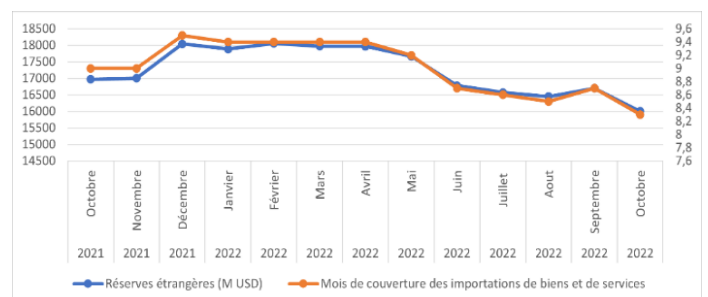
## 2. RALENTISSEMENT DE L'INFLATION EN OCTOBRE.

Selon les chiffres publiés par le Département des Statistiques (DoS) et calculé en glissement annuel, le taux d'inflation s'est élevé à 5,23 % à la fin du mois d'octobre 2022. L'Indice des Prix à la Consommation (IPC) cumulé sur les neufs premiers mois de 2022 a atteint 106,53 contre 102,29 pour la même période de 2021, enregistrant ainsi une hausse de 4,14 %. Les prévisions d'inflation pour 2022, ont été revues à la hausse à l'occasion de la 5<sup>ème</sup> revue du programme FMI en cours, passant de 3,8 % à 4,4 %.



## 3. BAISSÉ DES RÉSERVES DE CHANGE.

Selon la Banque Centrale de Jordanie (CBJ), les réserves de change connaissent une nouvelle baisse de 4,2 % sur une base mensuelle. Fin octobre 2022, elles sont évaluées à 15 999,2 M USD soit une baisse de 11 % par rapport à fin décembre 2021 où elles avaient atteint 18 043,2 M USD. Selon les données de la CBJ, les réserves sont suffisantes pour couvrir 8,3 mois d'importations de biens et de services en Jordanie (contre 9,4 fin 2021 et 8,7 fin septembre 2022).





## LIBAN

### 1. PROMULGATION DE LA LOI DE FINANCES 2022.

Votée fin septembre avec plus de 7 mois de retard, la Loi de finances 2022 a été promulguée le 15 novembre. Elle acte le triplement des rémunérations des fonctionnaires et l'entrée en vigueur de plusieurs mesures fiscales : (i) la perception en dollars de certaines taxes (port de Beyrouth, aéroport, compagnies pétrolières, comptes bancaires en devises, capitaux étrangers, frais consulaires...); (ii) des abattements fiscaux pour les entreprises industrielles qui rapatrient au Liban les fonds issus de leurs exportations; (iii) une réévaluation des tranches d'imposition tenant compte de la dépréciation de la livre et de la réévaluation des salaires dans le secteur privé.

### 2. HAUSSE DU SALAIRE MINIMUM DANS LE SECTEUR PRIVÉ.

Depuis le 20 octobre 2022, le salaire minimum officiel s'établit à 2,6 M LBP. Il s'agit de la deuxième majoration accordée en 2022, puisque le salaire minimum officiel avait été fixé à 2 M LBP en mai dernier. Avant cette date, il était fixé à 675 000 LBP (soit 450\$ au taux officiel) depuis le 1<sup>er</sup> février 2012. Ces récentes augmentations ne permettent pas pour autant de conserver le pouvoir d'achat des salariés du fait de la forte dépréciation continue de la livre libanaise depuis près de trois ans, le salaire minimum se situe aujourd'hui effectivement autour de 66\$/mois (sur la base d'un taux de change 39 000 LBP/USD). A ce montant s'ajoute une allocation transports qui a été revue à la hausse deux fois depuis le début de l'année : une première fois début février, l'augmentant de 24 000 à 65 000 LBP par jour, et une deuxième fois, mi-août, la portant à 95 000 LBP par jour. **La conjugaison du salaire minimum et de l'allocation porte le plancher à 4 975 000 LBP (127\$ au taux de 39 000 LBP/\$).**

### 3. REPRISE DE L'ACTIVITÉ DANS L'HÔTELLERIE HAUT DE GAMME À BEYROUTH.

D'après le sondage mensuel d'Ernst & Young, le taux d'occupation des hôtels 4 et 5 étoiles est passé de 44,6% durant les 8 premiers mois de 2021 à 51,7% au cours des 8 premiers mois de 2022. En particulier, le taux a atteint 75% en juillet (-1 pt en glissement annuel) et 64% en août (+5 pts en glissement annuel).

Au niveau régional, Beyrouth se place devant Amman (47% d'occupation durant les 8 premiers mois de 2022) mais derrière le Caire (69%). Sur la même période, le prix moyen par chambre s'est élevé à 66,1\$ (+10,3%) et le revenu par chambre disponible (RevPAR) à 34,1\$ (+27,9%). Au niveau régional, le RevPAR à Beyrouth est largement inférieur à celui observé à Amman (69\$) et au Caire (80\$).

## PALESTINE

### 1. LA DG TRÉSOR RENOUVELLE SON SOUTIEN AU SECTEUR PRIVÉ PALESTINIEN PAR LA SIGNATURE D'UN PROTOCOLE DE DONS DE 2,5 M€.

Le service économique, le Consul de France à Jérusalem et le Ministre palestinien de l'Economie accompagné de son équipe se sont réunis à Ramallah le 10 novembre pour signer le protocole financier de soutien au secteur privé palestinien appelé « French Grant », doté de 2,5 M€.

Mis en œuvre en œuvre depuis 1993, le French Grant est un dispositif de dons permettant de financer des projets proposés par des entreprises palestiniennes en contrepartie de l'achat de biens français. Il couvre l'ensemble des Territoires et tous les secteurs économiques avec un accent mis sur les projets dans les secteurs de l'agro-alimentaire et de la construction. Depuis 2010, une quarantaine de projets ont pu être financés permettant à autant d'entreprises françaises, principalement des PME, d'exporter des biens et des équipements en territoire palestinien. Le renouvellement du dispositif permettra de revoir certaines modalités de mise en œuvre pour améliorer son efficacité et en insistant sur nos priorités comme le respect des principes de responsabilité sociale et environnementale, et notamment l'Accord de Paris.

### 2. NETTE PROGRESSION DE LA POPULATION ACTIVE.

Le nombre de personnes en emploi est passé d'environ 1,036 M au troisième trimestre 2021 à environ 1,151 M au troisième trimestre 2022, soit une progression de 11%, tirée par les secteurs du commerce et de la restauration. L'emploi légal dans les colonies connaît la plus forte dynamique, passant de 22 000 à 27 000 salariés. L'enquête du bureau palestinien des statistiques atteste également de la progression du nombre de salariés ne disposant pas



de contrat de travail (62 % du total des nouvelles embauches dans le secteur privé contre 50 % durant la même période en 2021). **40 % des salariés du secteur privé perçoivent un salaire mensuel inférieur au salaire minimum indicatif, contre 28 % en 2021.** Cela s'explique pour l'essentiel par le relèvement à 1880 shekels début 2022 du plafond du salaire minimum indicatif pour la Cisjordanie. Une très importante disparité demeure dans le taux de chômage entre la Cisjordanie (13 %) et Gaza (47 %) ainsi qu'entre hommes (20 %) et femmes (43 %).

### 3. IDE EN PALESTINE : ESSENTIELLEMENT BANCAIRE ET JORDANIEN.

Selon le Bureau central palestinien des statistiques (PCBS) et l'Autorité monétaire palestinienne (PMA), le stock total d'investissements à l'étranger des entreprises résidentes en Palestine s'élevait à 9 Md\$ fin 2021, dont 70 % constitués par des devises étrangères et des dépôts bancaires à l'étranger et plus de 10 % par les réserves de la PMA. A l'inverse, le stock total d'investissements étrangers en Palestine s'élevait à 3,7 Md\$ fin 2021, dont 53% d'IDE (soit 2Md\$), à plus de 80 % en provenance de Jordanie. 64% de ces IDE étaient concentrés dans les activités d'intermédiation financière.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.  
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE DE BEYROUTH  
RÉDACTEURS : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH  
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

POUR S'ABONNER : [beyrouth@dgtresor.gouv.fr](mailto:beyrouth@dgtresor.gouv.fr)

CRÉDITS PHOTO : ©SER BEYROUTH